

LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT POST 2015

Perspectives de la Coalition des femmes post-2015

En 2015, les Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies (OMD) arriveront à terme, porteurs de progrès inégaux dans la réalisation des objectifs vitaux. . À ce stade, le système des Nations Unies, les Etats membres et les organisations de la société civile ont commencé à discuter des priorités pour un post-2015 programme de développement.

Plaidoyer autour de l'agenda post-2015 du développement représente une opportunité pour les organisations des droits des femmes et de la Justice sociale de contribuer à façonner un cadre de développement susceptible de transformer la vie des femmes et des populations marginalisées. Dans le contexte de l'atteinte des OMD et d'autres processus, les organisations luttant pour les droits des femmes et la justice sociale ont cherché à mettre en évidence le lien entre l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et le développement, en montrant comment les progrès vers l'égalité peuvent conduire à une plus grande justice sociale, écologique et économique. Ces liens sont maintenant largement reconnus. A l'heure où les gouvernements se préparent pour définir l'agenda post-2015, le leadership des femmes est plus que jamais nécessaire pour veiller à ce que les progrès se poursuivent.

Un certain nombre de processus de l'ONU sont en cours pour définir une feuille de route pour le programme de développement de l'après-2015. Ces processus comprennent:

- Un **groupe de haut niveau** composé d'éminentes personnalités convoquées par le Secrétaire général des Nations Unies (SG) qui a été formé pour guider le SG de l'ONU dans la formation du programme de développement de l'après-2015 et dans la préparation du débat sur ce sujet qui se tiendra à l'Assemblée générale des Nations de 2013
- Des [consultations thématiques globales](#) organisées par le Groupe de développement des Nations Unies. Un total de 11 consultations thématiques porteront sur des sujets identifiés comme étant d'une importance particulière pour les discussions post-2015, y compris: conflits et états fragiles, la durabilité environnementale, la croissance économique et l'emploi, l'éducation, la sécurité alimentaire et la nutrition, la gouvernance, la santé, les inégalités, la dynamique de la population, l'eau et l'énergie.
- Des [consultations nationales](#) dans pas moins de 100 pays organisées par le Groupe de développement des Nations Unies
- Un processus [post-Rio + 20](#) mené par les gouvernements, et qui comprend un Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable (SDGS) qui sera nommé par l'Assemblée générale.

Les politiques qui auront un impact sur les possibilités de développement de nombreux pays sont également en cours de discussion dans d'autres espaces de l'ONU - y compris les examens de 20 ans de la Conférence internationale sur la population et le

développement (CIPD +20) et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing (Beijing +20) - ainsi que dans la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), alors que les parties-prenantes négocient un accord «post-Kyoto».

S'appuyant sur le succès de la campagne GEAR et les efforts de la coalition des autres femmes à travers l'ONU, nous construisons une coalition de féministes, d'organisations des droits des femmes, du développement des femmes ; organisations de la base et en faveur de la justice sociale pour suivre et participer à ces processus. C'est une opportunité politique pour défier et recadrer le programme de développement mondial et s'attaquer aux facteurs structurels qui sous-tendent les crises multiples auxquelles nous sommes confrontés, et qui empirent les inégalités, la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

Nous exigeons que l'Agenda Post-2015 du développement :

- Soit explicitement façonné par et fondé sur les droits de l'homme, y compris les principes d'égalité et de non-discrimination. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et les Pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels (parmi d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme) ainsi que les documents de consensus internationaux, notamment la Déclaration sur le droit au développement, la Déclaration de Vienne sur les droits de l'homme, le Programme d'action de la CIPD et la Déclaration et la Plateforme d'action de Beijing, constituent un cadre normatif clair pour promouvoir et protéger les droits humains des femmes et lutter contre l'inégalité entre les sexes. Ces déclarations devraient constituer la base non négociable de tout l'agenda post-2015.
- Place l'égalité des sexes, les droits des femmes et l'autonomisation des femmes en son centre. Le nouvel ordre-du-jour pour le développement doivent définir des stratégies spécifiques pour éliminer les inégalités entre les sexes dans tous les domaines qui intéressent les femmes, qu'il s'agisse du développement social, de la santé y compris la santé sexuelle et reproductive, le développement économique, la durabilité environnementale, la paix et la sécurité. Les inégalités doivent être comprises et traitées à partir d'une approche intersectionnelle, tout en reconnaissant la façon dont les différents facteurs - tels que la race, l'origine ethnique, la classe sociale, le sexe, l'orientation sexuelle et le handicap - peuvent augmenter et combiner la discrimination et la marginalisation.
- S'attaque aux facteurs structurels qui perpétuent la crise, les inégalités, l'insécurité et les violations des droits de l'homme. Dans le sillage de la crise financière, qui a eu un impact disproportionné et spécifique sur les femmes, les féministes et d'autres ont proposé de transformer les réponses politiques et de repenser le modèle de développement traditionnel afin de promouvoir une plus grande égalité, l'équité, la sécurité et la durabilité. À cette fin, un cadre post-2015 doit s'assurer que les politiques macro-économiques et le travail du système financier international fonctionne de manière à faire progresser l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et les droits humains des femmes.

- Soit élaboré avec la pleine participation et le leadership des femmes. Les organisations de femmes et des groupes de justice sociale oeuvrant pour l'égalité entre les sexes, les droits de l'homme et l'autonomisation des femmes doivent être entièrement prises en charge pour participer utilement aux consultations, à tous les niveaux de consultation. Les femmes leaders d'organisations communautaires de base sont des actrices-clés dans l'élaboration d'un programme de développement post 2015 et devraient être autorisées à négocier leurs propres priorités de développement tout au long de ce processus.
- S'assure que des mécanismes solides de responsabilisation au sein des pays et au niveau international existent. La responsabilité doit être universelle, en insistant pour que les gouvernements du Nord et du Sud rendent compte de leurs engagements envers l'égalité des sexes et les droits humains des femmes. Un financement solide pour le développement est cruciale. À cette fin, les pays du Nord doivent rendre des comptes vis-à-vis de leurs engagements d'APD, et allouer 0,7% de leur PIB à la coopération au développement.

Nous encourageons les organisations féminines et d'autres partisans des droits des femmes à s'impliquer dans différents espaces de ce processus, aux niveaux national et régional, mais aussi globalement, afin d'utiliser ces idées dans votre plaidoyer. Par exemple, au niveau national, vous pouvez envisager de participer à des consultations nationales sur l'après-2015 et / ou une rencontre avec les coordonnateurs résidents. Au niveau mondial, vous pouvez envisager de soumettre des documents pour les consultations thématiques et de participer à des discussions en ligne. Pour plus d'informations sur ces processus de la société civile et des Nations unies, visitez <http://www.worldwewant2015.org/>

Intéressée par la Coalition des femmes post-2015 ? Partagez vos informations de contact sur ce lien: <https://www.surveymonkey.com/s/post2015-women>

Décembre 2012

Organisations participantes: Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID), la Communauté internationale bahá'íe, Centre pour le leadership mondial des femmes, Alternatives de développement avec les femmes pour une nouvelle ère (DAWN), Groupe de travail féministe, Réseau mondial des femmes artisans de la paix - Réseau International Civil Action Society, Commission Huairou, la Coalition internationale pour la santé des femmes, femmes pour l'environnement et le développement (WEDO), Mouvement fédéraliste mondial - Institute for Global Policy